

assez bonne et je crois qu'il lui faudra une bonne santé physique à l'avenir pour endurer les associés politiques qu'il a eus par le passé. Cependant le ministre de l'Agriculture a affirmé aux cultivateurs du pays que nous avions plus de marchés que de produits agricoles à vendre. Il leur a tant répété cette histoire qu'ils mangeaient deux fois plus qu'auparavant, mettant deux fois plus de beurre sur leur pain et coupant leur bacon deux fois plus épais.

L'autre soir, le même ministre a affirmé à la Chambre qu'au cours du premier semestre de cette année nous n'avions réalisé au Royaume-Uni (le plus grand débouché que nous ayons eu depuis cinquante ans) que le sixième de nos ventes de l'année précédente. Et il a ajouté, malgré toutes ces belles perspectives, que le Royaume-Uni ne se souciait plus que nous lui expédions ou non une partie de nos denrées alimentaires. Il préférerait ne pas recevoir notre bacon.

Par insouciance ou de propos délibéré, le Gouvernement n'a tenu aucun compte de ces tendances qui se dessinaient au début de cette année.

Tous les membres de la Chambre des communes savent que depuis quelques semaines une tragique dévaluation monétaire s'est produite dans plusieurs pays. Nous n'avons peut-être qu'une vague notion des causes réelles de cette dévaluation, mais nous savons très bien ce qui est arrivé. Presque du jour au lendemain, le Royaume-Uni a dévalué sa monnaie, bien que ses dirigeants eussent déclaré qu'ils ne recourraient pas à cette mesure. Ils ont dévalué de 30 p. 100 la livre sterling. Ils ont ensuite établi la régie de l'État sur la monnaie, agissant un peu comme le chasseur qui, poursuivant un lièvre, le force à grimper dans un arbre, ce qu'aucun de ces animaux ne fait habituellement.

Il en a été de même en notre pays. L'éminent spécialiste qu'est le ministre des Finances (M. Abbott) s'est contenté d'emboîter le pas, disant que c'était là un acte inévitable. Lorsque le Royaume-Uni a dévalué sa monnaie, tous les pays de l'Empire, sauf le Canada, ont suivi son exemple. L'Argentine a dévalué la sienne de 40 p. 100, non sans établir cependant des réserves importantes et fort compliquées.

Le Canada a dévalué sa monnaie de 10 p. 100; autrement dit, sa dévaluation est de 20 p. 100 de moins que celle de la monnaie britannique. Il aurait pu effectuer une dévaluation de 20, de 25 ou de 30 p. 100. Après de simples consultations, on s'est dit que, puisqu'il fallait dévaluer, il valait mieux fixer la proportion à 10 qu'à 20 p. 100.

La dévaluation de la monnaie canadienne est de 20 p. 100 inférieure à celle des devises

du Royaume-Uni, des pays du Commonwealth et des pays européens liés à la zone du sterling. Mes honorables amis sourient. Qu'ils sachent qu'on ne trouve pas cela drôle dans l'immeuble de l'Est où l'on était trop embarrassé pour pouvoir juger sagement.

**M. Cleaver:** Nous rions de la politique de dévaluation du parti tory.

**L'hon. M. Rowe:** Les résultats inévitables de ces faits étonnants ne manqueront pas d'avoir sur notre économie des conséquences d'une portée incalculable. Tout d'abord, il n'est pas nécessaire d'être versé en économie politique pour savoir que le bacon et le fromage danois, le papier à journal, la pâte de bois et le papier de la Scandinavie, les produits laitiers de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, le bœuf de l'Argentine, les accessoires électriques de la Suède et mille autres produits des pays du sterling se vendront sur le marché britannique à un prix inférieur de 20 p. 100 à celui qui devra exiger le Canada. C'est un fait qui doit sauter aux yeux de tous.

En dépit des ressources latentes du Canada en cette ère de prospérité d'après-guerre, nous ne devons pas fermer témérairement les yeux à ces signes de danger économique. En effet, nous avons joui de la prospérité, non pas grâce au gouvernement actuel, mais en dépit de lui. Le Canada est un grand pays. Cela ne fait aucun doute. Il n'y a pas aujourd'hui un seul membre de la Chambre qui puisse me fournir un motif précis de notre prospérité ni m'affirmer que cela soit dû au Gouvernement. Celui-ci a été favorisé par la tournure des affaires mondiales, et voilà pourquoi nous avons joui de la prospérité. Il a fait croire à la population du pays qu'elle lui devait cette prospérité. Cela me fait penser à ce client qui avait obtenu du crédit à la banque parce qu'il avait sorti la veille avec le directeur et qui avait pu ainsi emprunter plus d'argent que jamais auparavant.

Le tiers de notre économie nationale dépend de notre commerce d'exportation. Chacun de mes collègues sait que le Royaume-Uni nous offre un débouché pour nos excédents agricoles de beaucoup le plus grand et le plus important. Aucun autre marché n'est suffisamment important pour le remplacer. Pendant combien de temps pourrions-nous le conserver, si nos marchandises coûtent 20 p. 100 de plus que celles qui proviennent de la zone sterling?

Pour la première fois dans l'histoire des relations commerciales avec l'Empire, ce dollar commercial bureaucratique créé de fait sinon à dessein, sur le marché du Royaume-Uni, une préférence impériale dont seul le Canada, de tous les pays du Common-